

[Texte]

We decided on, by the way, a recommendation that you have now approved, that we would begin the questioning by giving each of the three parties 10 minutes in the first round, after which individuals would be permitted approximately five minutes each, bearing in mind our numbers. First, Mr. Foster.

• 0955

Mr. Foster: Mr. Chairman, I want to welcome Mr. Anderson to the committee and compliment him on the presentation this morning. I think it is a very good summary of the problems that beset the agricultural community. The problem is finding the solutions.

Mr. Anderson, as I recall the statement that came out from FCC early in November, you estimated something like 1,700 farm operations were in acute financial distress, and as I recall the figure, 39,000 were under stress. The statement this morning suggested it is 64,000. Have circumstances changed by that much, or are we talking about two different figures there—the 39,000 who are experiencing severe financial distress?

Mr. Anderson: Yes, Mr. Chairman, there are two figures there. The severely financially distressed are those who are in arrears, but the ones who are in imminent danger of bankruptcy are those whose assets are less than what their debt is. In the other case they are in arrears but they would still possibly have assets, though the assets are eroding.

Mr. Foster: The two figures I am trying to compare are the 39,000 and 64,000. What is the difference between those two groups? In the statement that came out on October 30, it said that 39,000 are experiencing severe financial stress, and this morning the figure of 64,000—are those the same group who are experiencing severe financial stress, and how come the figure has jumped up by 25,000 during that . . .

Mr. Anderson: If I may, Mr. Chairman, I would get Ralph Ashmead, who generates most of those figures, to give a much more complete answer than I could.

Mr. R.W. Ashmead (Chief, Research Division, Farm Credit Corporation): When we did our first analysis of the survey back in September or November, as you are referring to there, we estimated some 17% were in this category of stress. Of the 39,000, a very small proportion of 1,700 were on the verge of immediate collapse or foreclosure. In subsequent analysis, changing our definition just a little for "stress", that figure of 17% of the population is now at 20%. So it is 20% of 278,000, which if it is 60,000 or whatever you said—I do not think it would be quite that high. The figure we are comparing is the 17% and now the 20%. Because of a redefinition of our definition of people in financial stress, we are suggesting, given our definitions, that some 20% are in this category of financial stress—really meaning people with excess debt; people who are experiencing cashflow problems.

[Traduction]

Le Comité a décidé qu'il procéderait de la façon suivante pour la période des questions: chacun des trois partis aura droit à dix minutes pour le premier tour, puis tous les autres membres du Comité pourront disposer d'environ cinq minutes, selon le nombre d'intervenants. D'abord, monsieur Foster.

M. Foster: Monsieur le président, je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Anderson et le féliciter de son exposé de ce matin qui résume très bien les problèmes qui assaillent les agriculteurs. La difficulté, c'est d'en trouver des solutions.

Monsieur Anderson, si je me rappelle bien la déclaration émise par la Société du crédit agricole au début de novembre, on estimait à quelques 1,700 les exploitations agricoles qui connaissaient des difficultés financières aigues et à 39,000, celles qui étaient dans l'embarras. Vous avez mentionné ce matin le chiffre de 64,000. La situation se serait-elle dégradée à ce point, ou parlons-nous de deux choses différentes ici? S'agit-il bien des mêmes 39,000 exploitants qui connaissent de graves difficultés financières?

M. Anderson: Monsieur le président, il s'agit de deux groupes différents. Ceux qui sont dans de graves difficultés financières sont les agriculteurs qui ont des arriérés dans leurs paiements, alors que ceux qui sont en danger de faillite, ont des actifs moindres que leurs dettes. Autrement dit, certains d'entre eux peuvent connaître des arriérés, tout en ayant encore des actifs, même si ces derniers diminuent avec le temps.

M. Foster: J'essaie de comparer les deux chiffres de 39,000 et de 64,000 exploitants. Quelle est la différence entre ces deux groupes? Le 30 octobre dernier, on parlait de 39,000 exploitants connaissant de graves difficultés financières, alors que vous parlez ce matin de 64,000 agriculteurs. S'agit-il des mêmes personnes dont les difficultés financières sont énormes? Comment se fait-il que le chiffre ait augmenté de 25,000 pendant cette période . . .

M. Anderson: Monsieur le président, je me permettrai de demander à M. Ralph Ashmead, de qui émanent la plupart de ces chiffres, de vous répondre beaucoup plus exactement.

M. R.W. Ashmead (chef, Division des recherches, Société du crédit agricole): Au moment de notre première analyse de l'enquête, soit au mois de septembre ou de novembre, comme vous le mentionnez, nous avons estimé à quelques 17 p. 100 le nombre d'exploitants dans l'embarras. En fait, sur un total de 39,000 agriculteurs, ce n'était qu'une très petite proportion d'entre eux, c'est-à-dire quelques 1,700 qui faisaient face à une faillite immédiate ou à une saisie hypothécaire. En poursuivant notre analyse et en modifiant quelque peu notre définition de ce qu'était l'embarras financier, pour un agriculteur, nous avons vu le chiffre de 17 p. 100 passé maintenant à 20 p. 100. Il s'agit donc de 20 p. 100 de la population totale de 278,000, ce qui ne représente pas vraiment 60,000 agriculteurs, ce n'est pas aussi élevé. Les chiffres que nous devons comparer, ce sont les 17 p. 100 de ce mois-là et les 20 p. 100 d'aujourd'hui. C'est parce que nous avons redéfini ce que nous considérons comme étant des graves difficultés financières que nous avons corrigé